

(N° 32)

Chambre des Représentants

SÉANCE DU 7 DÉCEMBRE 1922.

Proposition de loi apportant des modifications à la loi du 24 juillet 1921,
relative à la dépossession involontaire des titres aux porteurs.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La loi du 24 juillet 1921, relative à la dépossession des titres au porteur, stipule, par son article 43 :

« Toute personne physique ou morale ayant émis en Belgique des titres au porteur avant le 1^{er} janvier 1920 sera tenue de fournir à l'Office National, dans le courant du premier trimestre de l'année 1923, une liste indiquant par ordre ascendant les numéros et au besoin la série des titres émis avant le 1^{er} janvier 1920 pour lesquels il n'aura été demandé postérieurement au 1^{er} janvier 1920 ni le paiement d'aucun coupon, ni, s'il s'agit de titres amortis, le paiement de la somme à rembourser ou qui n'auront fait l'objet d'aucun dépôt en vue d'assemblées générales ou de déclarations d'actionnaires.

» La liste ainsi transmise sera publiée avec invitation aux porteurs des titres énumérés sur cette liste de se faire connaître à l'établissement émetteur par l'envoi, avant le 31 décembre 1924, d'une lettre recommandée ».

Cette disposition ne figurait pas dans le projet primitif du Gouvernement. Elle émane de l'initiative parlementaire.

A la prendre à la lettre, elle s'appliquerait à tous les titres au porteur, à l'exception des titres de la dette publique, directe et indirecte, des titres portant la garantie de l'État et dont le service est assuré à l'intervention du caissier de l'État, des titres de la dette publique du Congo belge, des obligations émises par la Société anonyme du Crédit Communal, des obligations émises par les communes belges. C'est-à-dire qu'il n'y aurait aucune distinction à faire entre les actions, les obligations, les bons de caisse, les titres des sociétés belges ou étrangères ni même les fonds d'États étrangers.

Encore prise à la lettre, l'obligation incomberait au banquier — personne physique — qui a introduit des titres étrangers par voie d'émission et qui s'en est peut-être désintéressé depuis.

Force est de reconnaître qu'ainsi comprise, cette disposition serait matériellement et économiquement inapplicable.

En dehors de toute autre considération, — et à supposer que les sociétés belges aient le moyen de reconstituer ces listes à l'aide des éléments contenus dans leurs archives, — il est plus que douteux qu'il serait possible à un banquier ou à un établissement de crédit qui a émis il y a de longues années des titres en Belgique, d'indiquer ceux qui tombent sous l'application de la disposition. Comment, d'autre part, contraindre une société étrangère, qui se désintéresse peut-être complètement aujourd'hui du marché belge, à s'y conformer?

La disposition prévoit la déclaration d'*actionnaires*, si des coupons n'ont pas été détachés des titres; mais elle ne prévoit pas les déclarations d'*obligataires*. Comment celles-ci devront-elles être faites? Comment seront-elles contrôlées?

Les titres tombant sous le coup de l'article 43 devront ensuite faire l'objet d'une publication avec invitation aux porteurs de se faire connaître avant le 31 décembre 1924.

Quelles seraient les proportions de cette liste, devant comprendre tous les titres cotés ou non cotés en Belgique et pour lesquels il n'a pas été satisfait aux dispositions de l'article 43? Comment les étrangers — ou les Belges à l'étranger — pourront-ils la consulter?

Il n'est pas douteux que ceux qui auront répondu à cette invitation seront à l'abri de toute mesure de déchéance.

Mais les titres figurant sur la liste seront « tarés »; leur négociation sera impossible jusqu'à l'envoi de la lettre recommandée visée par l'article 43, paragraphe 2.

Comment le vendeur d'un tel titre justifiera-t-il de l'accomplissement de cette formalité? Devra-t-on publier des listes complémentaires au fur et à mesure des déclarations; sinon faudra-t-il renouveler ces déclarations lors de chaque transaction? Ces titres devront-ils être estampillés?

Ces considérations démontrent qu'il n'a jamais pu venir à la pensée du législateur de donner une telle portée à la disposition susvisée, et cependant en raison des intérêts considérables engagés et des responsabilités éventuelles, les banques et les sociétés, à bon droit ne croient pas pouvoir se dispenser d'interpréter la loi selon sa lettre.

L'esprit de la loi se dégage au contraire avec clarté lorsqu'on se rappelle que la disposition de l'article 43 figure dans la seconde partie de celle-ci : réparation des dommages survenus pendant la guerre aux porteurs dépossédés de leurs titres.

Les victimes de faits de guerre qui ne peuvent être indemnisées par la voie de la procédure en opposition ou en revendication, en raison du fait que les numéros de leurs titres perdus ou volés leur sont inconnus ou que cette procédure n'est pas recevable (art. 37) sont admis à réclamer le montant de ces titres devant les tribunaux des dommages de guerre.

L'article 43 a pour raison de permettre à l'État de récupérer le montant de ce règlement, par l'attribution éventuelle de titres identiques, qui peuvent être considérés comme étant sans maître.

La preuve qu'il en est bien ainsi c'est que la sanction de l'article 43 réside dans l'article 44 : « la non-déclaration a pour conséquence l'obligation pour » celui qui y était tenu de rembourser à l'État le montant des sommes qu'il » aura acquittées en raison des titres émis par lesdites sociétés ».

Même on peut prévoir que le délai, pour introduire des actions en indemnisation de dommages du chef de destruction ou perte de titres, étant limité, des sociétés, dont aucun titre n'a été déclaré perdu, ou dont le nombre déclaré est peu important, préféreront s'exposer à la sanction plutôt que fournir la liste visée si sa confection est trop laborieuse.

La présomption qu'un titre est sans maître, peut résulter — elle n'est sans doute que toute hypothétique — de ce que le propriétaire ne touche point les revenus, laisse improductif un capital remboursable, s'abstient de prendre part aux assemblées d'actionnaires. Le propriétaire se montre en effet dans ce cas singulièrement négligent.

Mais il n'y a point négligence lorsque le porteur du titre n'a aucun intérêt à faire une démarche quelconque, qu'aucun coupon n'est déclaré payable, qu'aucun remboursement n'est décrété et que parfois aucune assemblée n'est tenue. Pourquoi le porteur du titre se serait-il fait connaître?

Il est donc permis de penser que c'est la seule catégorie des titres de sociétés belges, émis avant le 1^{er} janvier 1920, et dont des coupons étaient payables ou encore payables, qui étaient ou seraient remboursables et n'ont pas été remboursés au 1^{er} janvier 1923 que vise l'article 43. Et s'il n'en était pas ainsi la disposition devrait être révisée en ce sens.

Appliquée à ces titres, l'obligation imposée aux sociétés rentre dans le domaine des réalisations aisées et — ce qui est essentiel — est susceptible d'être contrôlée : les sociétés connaissent le montant des coupons non encaissés, des titres en souffrance : ils doivent figurer à leur bilan annuel.

Sans doute, cette interprétation entraînera la conséquence que le nombre de titres dont le Ministre des Finances pourra demander l'attribution au Trésor, par voie de délivrance de duplicatas, sera moins considérable que si l'on s'en tenait au texte actuel.

Il est à signaler à cet égard que, quoiqu'on ait pu en écrire, il n'a certes pu entrer dans la pensée du législateur d'attribuer à l'État tous les titres dont les propriétaires ne se seront pas fait connaître et pour cet unique motif. C'est au Ministre des Finances qu'il appartient de réclamer la délivrance de duplicatas — et rien ne l'oblige à prendre cette initiative — comme de déterminer les cas où il usera de cette faculté, après examen des circonstances spéciales.

Le fait de réclamer l'attribution n'entraîne pas nécessairement celle-ci : le tribunal peut la refuser. Il peut ordonner des publications complémentaires.

La loi n'exclut pas davantage la possibilité de revendication après l'attribution. Il n'y a qu'une présomption de bien sans maître.

Quoi qu'il en soit, il convient de restreindre le champ de la loi au domaine des possibilités et de préciser sa portée réelle.

Les actionnaires et les obligataires étaient en droit de se plaindre d'être punis de leur inaction alors qu'ils n'avaient nulle raison d'agir, mais lorsqu'ils font preuve de négligence en s'abstenant de réclamer des coupons dus ou des capitaux exigibles, ils ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes des ennuis qui peuvent en découler. Ces ennuis se borneront à la nécessité de remplir les mêmes formalités que s'il fallait se libérer d'une opposition sur ces titres en justifiant de leur propriété.

Quant aux titres qui finalement seront remis à l'État, à leur égard, tout compte fait, la mesure de l'article 43 se résume dans une attribution plus rapide à l'État. Finalement, ils auraient été attribués à celui-ci lors de la liquidation de la Société par le jeu des articles 45 et 46.

. * .

La proposition de loi innove encore sur un point, et cette innovation est de nature à attribuer à l'État des avantages bien plus considérables que ceux que lui aurait attribués la rigoureuse application de l'article 43. Au lieu de faire bénéficier les sociétés commerciales du montant de coupons ou de sommes dont rien ne justifie l'attribution à leur profit, elle consacre au profit de l'État l'attribution des sommes atteintes par la prescription.

Ni les actionnaires ou obligataires privés du droit de les réclamer aux termes du Code civil, ni les sociétés qui en étaient débitrices, n'en peuvent relever grief : on ne leur enlève rien sur quoi ils aient encore un droit ou exercent quelque possession.

P. WAUWERMANS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 DECEMBER 1922.

Wetsontwerp tot wijziging der wet van 24 Juli 1921
op de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Artikel 43 der wet van 24 Juli 1921 betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder luidt :

« Elke natuurlijke persoon of elke rechtspersoon, die in België titels aan »
» toonder heeft uitgegeven vóór 1 Januari 1920, is verplicht, in den loop van »
» het eerste trimester van het jaar 1923 aan het Nationaal Kantoor eene lijst af »
» te leveren, waarop zijn vermeld, in klimmende orde, de nummers en desnoods »
» de reeks der vóór 1 Januari 1920 uitgegeven titels, waarvoor noch de betaling »
» van eenige coupon, noch, zoo het afgeloste titels geldt, de betaling der uit te »
» keeren som werden aangevraagd na 1 Januari 1920 of welke niet werden »
» overgelegd met het oog op algemeene vergaderingen of verklaringen van »
» aandeelhouders.

» De aldus overgemaakte lijst wordt bekendgemaakt met verzoek gericht tot »
» de houders der op die lijst vermelde titels om zich aan de inrichting, die de »
» uitgifte deed, kenbaar te maken door het zenden van een aangeteekenden brief »
» vóór 31 December 1924. »

In het oorspronkelijk ontwerp van de Regeering kwam deze bepaling niet voor. Zij werd voorgesteld door leden van het Parlement.

Streng genomen zou zij toepasselijk zijn op alle titels aan toonder, behalve op de titels der rechtstreeksche en onrechtstreeksche openbare schuld; de titels, door den Staat gewaarborgd en waarvan de interesten worden betaald door tussenkomst van de Nationale Bank; de titels van de openbare schuld van Belgisch-Congo; de obligaties uitgegeven door de Naamlooze Vennootschap van het Gemeentecrediet; de obligaties uitgegeven door de Belgische gemeenten.

Met andere woorden, er zou geen onderscheid te maken zijn tusschen de

aandeelen, de obligaties, de kashons, de titels der Belgische of vreemde vennootschappen, zelfs niet de fondsen van vreemde Staten.

Nogmaals streng genomen, zou de verplichting opgelegd zijn aan den bankier — natuurlijk persoon — die door uitgifte vreemde titels aan den man gebracht heeft en die zich waarschijnlijk sedertdien daarmee niet meer beziggehouden heeft.

Men moet erkennen dat deze bepaling, aldus opgevat, stoffelijk en economisch niet toepasselijk zou zijn.

Alle andere beschouwingen ter zijde gelaten, en in de veronderstelling dat er een middel bestaat voor de Belgische vennootschappen deze lijsten opnieuw op te maken dank zij de gegevens die hunne archieven bevatten, is het meer dan twijfelachtig of het aan een bankier of aan eene credietinrichting, die sedert lange jaren titels in België heeft uitgegeven, mogelijk zou zijn, de titels aan te duiden, welke onder de toepassing van die bepaling vallen. Hoe kan men anderzijds eene vreemde vennootschap, die misschien heden geen belang meer stelt in de Belgische markt, verplichten zich daaraan te onderwerpen?

De bepaling voorziet de verklaring van *aandeelhouders*, wanneer er geene coupons van de titels werden afgeknipt; maar zij voorziet niet de verklaringen van *obligatiehouders*. Hoe zullen deze moeten gedaan worden? Hoe zullen zij gecontroleerd worden?

De titels, waarop artikel 43 toepasselijk is, zullen daarna moeten openbaar gemaakt worden met verzoek, aan de houders, zich te doen kennen vóór 31 December 1924.

Hoe groot zou die lijst wel zijn, welke al de titels moet bevatten, in België genoteerd of niet genoteerd en waarvoor niet aan de bepalingen van artikel 43 werd voldaan? Hoe zullen de vreemdelingen — of de Belgen in den vreemde verblijvend — die lijst kunnen nazien?

Zonder twijfel zullen degenen, die aan dit verzoek hebben gevolg gegeven, buiten het bereik van elken maatregel van vervallenverklaring zijn gesteld.

Maar de titels, die voorkomen op de lijst, zullen een schaduwzijde hebben; de verhandeling ervan zal onmogelijk zijn zoolang niet de aangeteekende brief, waarvan sprake in artikel 43, § 2. verzonden is.

Hoe zal de verkooper van een dergelijken titel de verrichting van deze formaliteit bewijzen? Zal men aanvullende lijsten moeten uitgeven naar gelang van de verklaringen? Of, zoo niet, zal men die verklaringen moeten herhalen bij elke verhandeling? Zullen deze titels moeten gestempeld zijn?

Uit deze beschouwingen blijkt dat het nooit bij den wetgever opgekomen is, aan bedoelde bepaling eene dergelijke beteekenis toe te kennen, en nochtans, wegens de aanzienlijke belangen die er mede betrokken zijn, en de eventuele aansprakelijkheid, meenen de banken en vennootschappen terecht niet te kunnen nalaten, de wet naar de letter te verklaren.

De geest van de wet treedt integendeel duidelijk in 't licht, wanneer men nadenkt dat de bepaling van artikel 43 voorkomt in het tweede gedeelte der wet: herstel der schade geleden gedurende den oorlog door de titelhouders beroofd van hun titel.

De slachtoffers der oorlogsfeiten die niet kunnen schadeloos gesteld worden bij wijze van verzet of terugvordering, doordat zij de nummers van de gestolen of verloren titels niet kennen of doordat deze wijze van handelen niet ontvankelijk is (art. 37), mogen het bedrag van deze titels opvorderen voor de rechtbanken voor oorlogsschade.

Door artikel 43 wil men den Staat toelaten, zich het bedrag van die schadeloosstelling te doen terugbetalen door de eventuele toekenning van gelijkwaardige titels die mogen beschouwd worden als zijnde zonder eigenaars.

Dat de sanctie van artikel 43 in artikel 44 vervat ligt, bewijst dat dit wel het geval is. Artikel 44 zegt : de niet aangifte heeft ten gevolge dat degene, die er toe verplicht was, aan den Staat moet terugbetalen het bedrag der sommen die hij zal uitbetaald hebben op grond van de titels uitgegeven door genoemde vennootschappen.

Het is zelfs te voorzien dat, vermits de termijn om eene vordering in te stellen tot schadeloosstelling uit hoofde van vernietiging of verlies van titels beperkt is, sommige vennootschappen, waarvan geen enkel titel als verloren werd verklaard of waarvan het verklaarde getal onaanzienlijk is, zich liever zullen blootstellen aan de sanctie dan bedoelde lijst in te leveren, wanneer dit al te veel werk zou vergen.

De al te groote nalatigheid van den eigenaar van een titel, kan aanleiding geven tot het vermoeden — voorzeker zeer hypothetisch — dat een titel zonder meester is. Hij trekt de inkomsten niet, hij laat een uitkeerbaar kapitaal renteloos, hij woont de vergaderingen der aandeelhouders niet bij.

Maar nalatigheid is er niet wanneer de houder van een titel er geen belang bij heeft welkdanigen stap te doen, wanneer geen coupon betaalbaar is gesteld, wanneer geene uitkeering is beslist en wanneer misschien geene vergadering werd gehouden. Waarom zou de houder van een titel zich hebben doen kennen?

Men mag dus denken dat artikel 43 enkel bedoelt de reeks van titels van Belgische vennootschappen, die werden uitgegeven vóór 1 Januari 1920 en waarvan de coupons betaalbaar waren of nog zijn, die uitkeerbaar waren of zouden zijn en niet uitbetaald werden op 1 Januari 1923. En ware het zoo niet, dan zou men de bepaling in dien zin moeten wijzigen.

Toegepast op deze titels, is de verplichting, aan de vennootschappen opgelegd, niet zoo moeilijk om na te komen, en zij kan — wat hoofdzaak is — gecontroleerd worden : de vennootschappen kennen het bedrag der niet betaalde coupons, der achterblijvende titels : zij moeten vermeld worden in de jaarlijksche balans.

Voorzeker heeft deze verklaring ten gevolge dat het getal titels, waarvan de Minister van Financiën de toekenning aan de Schatkist zal kunnen eischen door het afleveren van duplicaten, veel kleiner zal zijn dan wanneer men bij den thans bestaanden tekst blijft.

Te dien aanzien moeten wij er op wijzen dat, wat men ook moge geschreven hebben, het zeker niet bij den wetgever in den geest gekomen is, aan den Staat al de titels toe te kennen, waarvan de eigenaars zich niet deden kennen, en enkel om deze reden. De Minister van Financiën is bevoegd om de aflevering van duplicaten te eischen — en niets dwingt hem er toe, dit te doen — evenals de

gevallen aan te duiden, waarbij hij van dit recht zal gebruik maken na onderzoek van de bijzondere omstandigheden.

Het eischen van de toekenning brengt deze niet noodzakelijkerwijze mede; de rechtbank kan ze weigeren. Zij kan aanvullende openbaarmaking bevelen.

De wet sluit evenmin uit de mogelijkheid van terugvordering na de toekenning. Er is slechts een vermoeden van een goed zonder meester.

Wat er ook van zij, men dient de draagwijdte der wet te beperken tot wat mogelijk is en hare werkelijke beteekenis nader te omschrijven.

De aandeelhouders en de obligatiehouders mochten er terecht over klagen dat zij gestraft werden voor hunne nalatigheid dan wanneer zij geene reden tot handelen hadden; wanneer zij echter blijk geven van nalatigheid door de verschuldigde coupons of de invorderbare kapitalen niet op te eischen, dan zijn zij eenvoudig zelf de schuld van de bezwaren die daaruit voortvloeien. Deze bezwaren zullen zich beperken bij de noodzakelijkheid, dezelfde formaliteiten te vervullen als wanneer men een verzet tegen deze titels moet doen wegvallen.

Wat betreft de titels die ten slotte aan den Staat moeten afgeleverd worden, geeft, alles wel beschouwd, de maatregel, in artikel 43 vervat, aanleiding tot eene vluggere toekenning aan den Staat. Zij zouden ten langen laatste toch toegekend worden aan den Staat bij de liquidatie van de vennootschap, en wel door toepassing van de artikelen 45 en 46.

* * *

In het wetsvoorstel komt er voor een zeker punt nog iets nieuws voor, en wel van zoodanigen aard dat er aan den Staat veel aanzienlijkere voordeelen worden toegekend dan deze, welke de strenge toepassing van artikel 43 hem zouden verschaft hebben. In plaats van aan de handelsvennootschappen het bedrag der coupons of der sommen, waarvan de toekenning aan deze vennootschappen door niets wordt gewettigd, toe te staan, worden de sommen, waarvoor de verjaring geldt, aan den Staat toegekend.

Noch de aandeelhouders of obligatiehouders, beroofd van het recht ze op te eischen krachtens de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, noch de vennootschappen, die ze verschuldigd waren, kunnen daarover klagen: men ontnemt hun niets, waarop zij nog eenig recht hebben of bezitten.

P. WAUWERMANS.
